

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°344 - VENDREDI 9 MARS 2018

## LE POIVRIER

Grève des femmes en Espagne.  
Lysistrata solidaire. ●

## AGENDA MILITANT

→ 10-30 mars

France [Semaines anticoloniales et antiracistes](#)

→ 12-23 mars

Paris... Genève [Palestine, Proche-Orient, sionisme](#)

→ 16-18 mars

Paris [L'autre salon du Livre](#)

→ 22 mars

France [Fonctions publiques et Cheminots en lutte](#)

→ 24 mars

Créteil [Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu](#)

→ 24-31 mars

Rennes [Ils-Elles prennent la parole](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Lutttes féministes  
[Femmes égalités](#)

→ Emancipation



[1968-2018 Les enragés de l'espérance](#), Médiris

## Dégagisme à l'Italienne

Et maintenant l'Italie ! Le puissant rejet des partis dits de l'*establishment*, droite parlementaire et social-démocratie, commun à toutes les démocraties occidentales, se poursuit élection après élection. Le fond est le même, mais les formes, elles, diffèrent, et ce n'est pas peu de choses. Les États-Uniens ont élu Trump, les Britanniques ont voté pour le Brexit, les Allemands, sous la pression de l'*AFD*, ont laborieusement reconduit une grande coalition, plus faible que jamais, et l'Autriche a carrément basculé à l'extrême-droite. En attendant de donner, un jour peut-être, le meilleur, ce "dégagisme" donne le pire. Et sur cette palette très brune, l'Italie se situe depuis dimanche du côté le plus obscur de la force. La troisième économie de l'Union européenne a voté massivement pour un mouvement populiste idéologiquement aussi instable qu'inquiétant, le Mouvement Cinq étoile (*M5S*), qui a recueilli 32 %. Plus effrayant encore, ce *M5S* est suivi par la Ligue (ex du Nord), dirigée par des héritiers pas toujours honteux de Mussolini. Ironie de l'Histoire, le *M5S* risque de devoir se tourner pour obtenir une majorité vers une social-démocratie laminée à moins de 19 %.

Malheureusement, ce "dégagisme" à l'Italienne ne résulte pas seulement d'une violente critique d'un néolibéralisme qui ne cesse d'aggraver les inégalités. On pourrait alors s'en féliciter. Il exhale aussi une très forte odeur de racisme anti-migrants. Hors l'aspect fascisant de cette composante du vote du 4 mars, il faut voir, là encore, le bilan désastreux de l'Union européenne. L'Italie a dû accueillir quelque 700 000 migrants depuis 2013, du seul fait de sa situation géographique, sans recevoir jamais l'aide des pays de l'Union, et notamment de la France qui ne cesse de repousser ces êtres en perdition hors de ses frontières. On peut évidemment s'indigner d'un point de vue moral de l'idéologie xénophobe du mouvement de Beppe Grillo, l'ex-comique qui a fondé *M5S*, et du racisme assumé de la Ligue, mais c'est en vérité le bilan de l'Union européenne qui est en cause. On nous a longtemps "vendu" cette Europe comme un rempart à la guerre. Mais quel autre genre de guerre elle nous prépare ? Quant à la France, dans ce climat de "dégagisme", elle suit un chemin singulier. Son président, Emmanuel Macron, a réussi à se donner des allures de neuf en recyclant des lambeaux de partis traditionnels. Pour un temps. L'Italie, elle, est au bord du chaos.



● Denis Sieffert  
Directeur de *Politis*

**Image de la semaine**

**Honte continue.** Après avoir écrasé sous les bombes les 400 000 civils de la région de la Ghouta, proche de Damas, le régime syrien et ses amis ont déclenché une attaque terrestre dans le but de la reconquérir entièrement. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 900 civils dont 152 enfants ont été tués depuis le 18 février. L'opération humanitaire censée avoir lieu à la suite du cessez le feu annoncé par la Russie n'a pas été concrétisée - un seul convoi a fini par passer, à l'heure où ces lignes sont écrites -, et les habitants ne disposent plus des infrastructures pour se soigner ni de médicaments. L'ONU exprime, en flux continu, sa grave préoccupation, restant entièrement neutralisée par les intérêts géopolitiques des grandes puissances. Un autre ordre mondial est possible !

**Miracle allemand.** On apprenait, dimanche 4 mars, que les adhérents du SPD ont décidé très majoritairement de participer à la grande coalition avec la CDU, sous la direction d'Angela Merkel. La veille, on lisait que le nombre de personnes vivant en situation de pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu inférieur à 60 % du revenu médian, était de 12,5 millions. Ce qui représente 16 % de la population. Non seulement les statistiques s'aggravent, mais les iné-

**En chœur pour l'égalité**

Rennes, 3 mars, 400 femmes (et hommes) chantent pour l'égalité, en centre ville sur les marches de l'Opéra. Les chants, dont [l'Hymne des femmes](#), étaient ponctués de messages recueillis dans les maisons de quartier rennais. Photo extraite de la vidéo à voir [ici](#).

galités entre les riches et les pauvres s'accroissent, de même que les écarts géographiques.

**Pré-chaos.** Affaiblissement des grands partis allemands, montée en puissance de l'extrême-droite dans de nombreux pays de l'est de l'Europe, score record des forces d'extrême-droite (l'ancienne Ligue du nord totalisant avec les radicaux de Frères d'Italie près de 22 % des voix) en Italie... le moins qu'on puisse dire, c'est que l'Union européenne est en crise. Panne de projet, incapacité à se sortir du credo néolibéral, guerre commerciale en vue avec les États-Unis de Trump... tous les ingrédients se réunissent sous nos yeux pour nous emmener au chaos. Rien de plus urgent, aujourd'hui, que la clarté d'un projet populaire qui ne verse pas, comme le Mouvement 5 étoiles, dans la démagogie (sur le dos des migrants et de l'immigration)

et qui rompt dans le même temps avec la gauche d'accommodement, en ruine. Qu'on se le dise !



**L'émancipation au cœur.** Dulcie September, représentante en France du Congrès national sud-africain (ANC), fut assassinée à Paris il y a 30 ans. Nelson Mandela était venu à Arcueil en 1994 lui rendre hommage. La ville d'Arcueil commémore ces deux militants de l'émancipation : un hommage conséquent et diversifié qui associe jusqu'en décembre militants, artistes, élèves qui ont participé tout au long des années au combat contre l'Apartheid. Plus sur [communistesunitaires.net](#).

**Cerises**

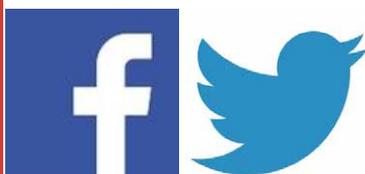
publication de l'Association  
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes,  
Catherine Destom-Bottin, Sylvie  
Larue, Patricia Latour, Stéphane  
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,  
Jean-Claude Faure, André Pacco.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

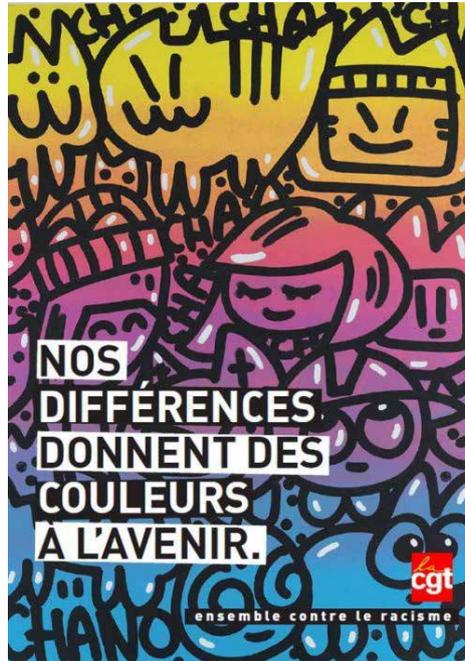
**MEDIAPART**



**En retard.** Lorsque le groupe France Insoumise a présenté, à l'Assemblée nationale, une proposition de loi pour le droit de mourir dans la dignité, il n'a trouvé aucun député de la majorité pour soutenir ne serait-ce que l'idée d'un débat sur le sujet. La proposition n'a même pas été discutée : circulez, 'y a rien à voir ! Et voilà que quelques semaines plus tard, 156 députés lancent un appel à légiférer en 2018 pour donner aux malades en fin de vie « *la libre disposition de leur corps et de leur destin* » : « *Le choix de la personne doit pouvoir être respecté, quand il est libre, éclairé, soumis à nulle contrainte ou dépression, exprimé de façon réitérée, et que des médecins ont confirmé l'impasse thérapeutique* ». Mieux vaut tard que jamais ? Cela permet surtout d'occuper le terrain. Malheureusement, le gouvernement a fait savoir qu'il n'est pas pressé.

**Grève.** Le 22 mars prochain pourrait bien être le début d'une mobilisation de grande ampleur. Sept fédérations de fonctionnaires (CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires) appellent ce jour là à la grève et à des manifestations. Au menu de la mobilisation, l'exigence d'une négociation salariale immédiate, l'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin, la proposition d'un nouveau plan de titularisation des contractuels, l'exigence du respect de l'égalité professionnelle, l'abrogation du jour de carence, la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers et, plus largement la défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers. Rien que tout ça...

**Campagne.** La CGT développe actuellement une campagne contre le racisme et les idées d'extrême-droite. Un kit vient ainsi d'être édité, qui souligne que si le racisme s'identifie souvent aux discriminations à l'embauche, aux contrôles au faciès ou aux agressions, il est aussi



celui des blagues, des petites phrases qui blessent et « *qui dressent des frontières invisibles mais profondes entre les salariés* ». Plus d'infos, [ici](#).

**Espoir.** La première convention nationale sur l'accueil et les migrations s'est tenue les 1<sup>er</sup> et 2 mars à Grande-Synthe, en présence d'élus, d'acteurs associatifs et de professionnels désireux de jeter des ponts entre les initiatives locales. 800 personnes ont participé à des ateliers et des tables rondes, dont un seul maire d'une des 10 plus grandes villes de France, Éric Piolle (Grenoble, EELV). Le maire (EELV) de Grande Synthe, Damien Carême, a pointé qu'« *Il y a quelque chose qui bouge dans l'opinion. Un mouvement qui à terme doit obliger l'État à prendre sa part dans le processus d'accueil* », tandis que Philippe Bouyssou, maire d'Ivry-sur-Seine (PCF), a souligné en substance que les villes ne peuvent pas remplacer l'État mais qu'elles doivent le mettre sous pression. Fin mai prochain aura lieu un nouveau rendez-vous, la restitution des états généraux des migrations, résultat d'une année de concertation en vue de la construction d'un réseau... loin du tout répressif gouvernemental.



**Pleurnicheries.** Dans un de ces éditoriaux dont il a le secret, non signé comme d'hab, *Le Monde* stigmatise la « *guerre aux médias* » déclarée par Mélenchon, Le Pen et Wauquiez. Après avoir distribué les baffes à chacun d'entre eux, le quotidien du soir en vient à l'essentiel : « *Affligeant constat. Non que les médias soient au-dessus de tout reproche. Qui peut y prétendre ? Mais cela ne saurait justifier de passer par pertes et profits la mission permanente à laquelle ils s'emploient : informer scrupuleusement, enquêter solidement, raconter honnêtement, décrypter aussi intelligemment que possible la réalité, au service de leurs lecteurs ou auditeurs. Bref, transmettre la culture, nourrir la lucidité des citoyens* ». Et d'en venir à l'inquiétante comparaison avec les pays où la presse reste muselée, censurée... Critiquer les médias serait le « *symptôme d'une démocratie défaillante* ». Ce qui est surtout défaillant, c'est le déni de la médiocrité et de la dépendance du journalisme à l'égard des puissants et de l'idéologie dominante.

**Confidentiel ?** *Le Média* connaît une bien mauvaise passe. Départ forcé d'Aude Rossigneux, départ décidé de Noël Mamère, polémique sur la position de Claude El Khal concernant le conflit syrien... ça fait beaucoup ! Le retrait de dix des personnalités qui avaient soutenu l'initiative au démarrage a de quoi nous inquiéter : car l'avocat Antoine Comte, l'écrivain Gérard Mordillat, le comédien François Morel ou le médecin urgentiste Patrick Pelloux ne sont pas soupçonnables d'être devenus des adversaires de l'émancipation. Les argumentaires adressés aux réseaux des soutiens au Média, les 15 000 socios, sont classés « *confidentiels, ne pas diffuser* ». C'est assez éloigné, tout de même, de l'idée que l'on se fait de la circulation de l'info dans le monde d'aujourd'hui.



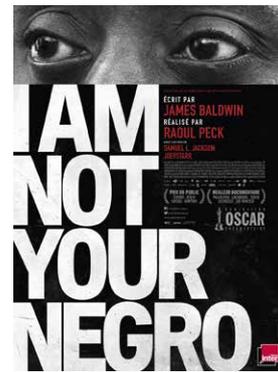
**Politiser.** Dans *Le Monde Diplomatique* de mars (en kiosque), plusieurs articles fort intéressants. Ainsi, sous le titre « *Politiser les colères du quotidien* », Clément Petitjean évoque l'engouement pour les

nouvelles formes de luttes sociales au sein des classes populaires : celles qui favorisent l'auto-organisation citoyenne locale, renforçant la capacité d'agir et visant des victoires sur des sujets concrets. Il en évoque aussi les limites, en particulier leur caractère relativement inoffensif pour le système économique et l'État, et le problème non résolu de la représentation politique. Bien d'autres contributions sont à lire, dont les titres eux-mêmes pourraient bien allécher les lecteurs de *Cerises* : "La médicalisation de l'expérience humaine", "Ce que la bataille culturelle n'est pas" (par Razmig Keucheyan) ou encore "Place Tahir : sept ans après la révolution".

**Révolution.** A l'occasion du bicentenaire de la naissance de Karl Marx,



*L'Humanité* publie un superbe numéro hors-série. Intitulé "Marx, le coup de jeune", il raconte le philosophe, sa vie et ses combats, et, en même temps, ses idées et son œuvre ; il présente l'actualité de Marx pour orienter la réflexion et l'action d'aujourd'hui. Parmi les contributeurs : Raymond Huard, Lucien Sève, Raoul Peck, Etienne Balibar, Claude Morilhat, Franck Fischbach, Michaël Löwy, Emmanuel Renault etc. En prime : le Manifeste du Parti Communiste. Le tout vaut bien ses 10 € !



**Coups de poing.** À côté de 120 battements par minutes (meilleur film) consacré à la lutte d'Act Up face au sida, *I Am Not Your Negro*, du réalisateur haïtien Raoul Peck, a remporté le César du meilleur documentaire. Le film est consacré à James Baldwin et à la construction sociale et idéologique du racisme. Deux films, deux luttes qui ont bousculé les idées reçues. Même dans le monde des paillettes, ça bouge ! ●

## Outre-mer: quel colonialisme français ?



**Samedi 31 Mars 9h15-17h**

26 rue Malmaison 93170 Bagnolet  
Métro Gallieni

### Comment définir aujourd'hui le lien de la France à "ses" Outre-mers.

Il s'agit de percevoir la réalité et la complexité de la nature du lien entre la France et Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Polynésie, Mayotte, Kanaki-Nouvelle-Calédonie. La multiplication des mots, colonial, néocolonial, postcolonial, décolonial, sont pour nous comme une alerte à la nécessité de déchiffrer sérieusement ce qui, depuis la départementalisation, a cessé d'être, ce qui demeure ou ce qui s'est métamorphosé. Les situations, pour spécifiques qu'elles puissent être, ne sont-elles pas néanmoins globalement caractérisables ? En outre, nous sommes persuadés que d'ignorer l'existence de ce type de domination est un obstacle à l'émancipation de tous. L'autre alerte est l'accélération des phases de crise dans ces départements et régions. Nous voulons agir pour la convergence des engagements de là-bas et d'ici. Nos réflexions nous portent à penser qu'il faut entamer ici, le mur de déni de la domination que la France exerce à l'égard de ses "anciennes colonies".

**9h30 "Quel colonialisme français?" avec Patrick Bruneteaux**, chercheur CNRS au sein du Centre de Recherche Politique de la Sorbonne (CRPS) / Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP-Paris).

**13h Déjeuner**

**14h Après midi consacré à Kanaki Nouvelle-Calédonie avec Stéphanie Graff**, anthropologue, en Nouvelle-Calédonie depuis 2005, auteur d'une thèse intitulée Autodétermination et autochtonie en Nouvelle-Calédonie. L'effacement progressif de la question coloniale, également chercheur associé à l'Université James Cook en Australie, au Laboratoire DynamE à l'Université de Strasbourg et au sein du Larje à l'université de la Nouvelle-Calédonie.

**Contacts et inscriptions sur [communistes-unitaires.net](http://communistes-unitaires.net).**

# Meurtres à Énergies du Monde

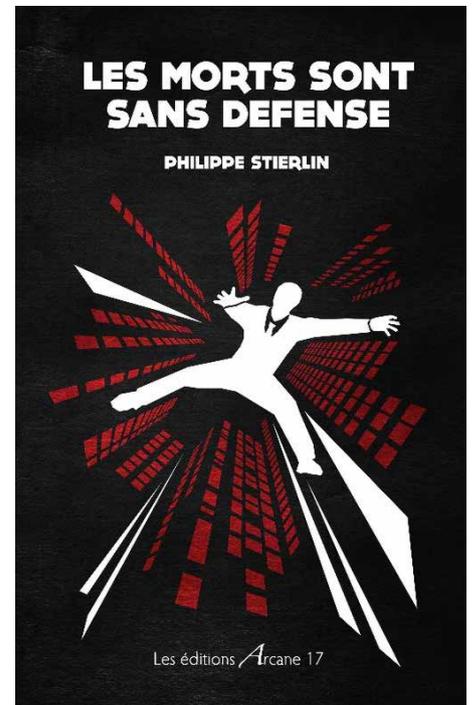
À l'occasion de la parution de son livre, *Les Morts sont sans défense*, rencontre avec Philippe Stierlin.

## Comment est né ce livre ?

D'un sentiment peu courant : l'impuissance. Écrire, c'est porter un certain regard sur le monde. Mais c'est aussi exprimer la difficulté à en faire naître un nouveau. C'est chercher une lueur dans la colline, croire au soleil même sous la pluie, espérer l'œil sous un cyclone.

## S'agit-il d'un polar, d'une critique du management des grandes entreprises, d'une aventure exotique ou d'histoires d'amour ?

Je dirais qu'il s'agit d'un roman-policier, qui démarre par un meurtre, se poursuit comme une aventure et finit par une enquête. Il parle d'émancipation au fil de portraits et de voyages dans des îles, proches ou lointaines, recrées à partir de souvenirs et d'atmosphères. Il lève le voile sur la servitude à l'œuvre dans les grandes entreprises. Le livre n'en critique pas seulement le management, mais le fait que dans leur forme actuelle, issue du capitalisme, elles n'offrent ni équité, ni moralité, ni liberté. À force de rêver de voyages et d'affranchissement, j'ai donc fini par faire un livre. Quant à l'amour, il est présent bien sûr. « *Il est plus facile de mourir que d'aimer* », disait Aragon qui ajoutait que pour cette raison, « *il se donnait le mal de vivre* ». Les personnages de ce polar ont chacun leur rapport à l'amour. S'ils vivent souvent ce que j'appellerais l'amour à contretemps, tous se donnent le mal d'aimer.



*Les Morts sont sans défense*, Éditions Arcane 17  
Le pitch, c'est [ici](#).  
Se procurer le livre : c'est [ici...](#) ou [là](#) !

## Le livre s'ouvre sur la mort d'un grand patron...

C'est l'avantage du polar : on peut tuer qui on veut sans risques, en toute impunité. C'est pratique. J'avoue même que cela procure un certain plaisir. Agatha Christie ne s'est pas gênée de ce point de vue... tout en évitant la prison. La violence de la mort de ce patron fait écho à la violence sociale. Les suicides dans les grandes entreprises en sont la partie émergée, et peut-être la plus funeste. Il s'agit de morts bien réelles, et au fond de meurtres. Les autres formes de maltraitance entrepreneuriale en sont l'autre partie, immergée et profonde. Sans entrer dans des détails qui seraient longs comme le bras, elles signent une conception de l'économie qui asservit et qui détourne les biens sociaux.

## Est-ce que « *Contre les violents, tourne la violence* » ?

Ou « *Qui sème le vent, récolte...* » Le livre cependant ne fait pas l'apologie de la peine de mort. Je fais dire à l'un des héros que donner la mort n'est pas une réponse civilisée à une barbarie. Que la bestialité de la mort n'est pas une riposte à la loi de la jungle.

## La loi de la jungle ou la liberté donc ?

Oui. Une liberté qui induit de la responsabilité. Le management des entreprises est aux antipodes de cette philosophie. Dans les grands groupes, il est rarement coopératif. Il préfère



Ce lundi 26 février, avait lieu au Café du Progrès à Paris, une soirée-signature de lancement du livre de Philippe Stierlin. De nombreux ami-e-s de l'auteur et de l'éditeur, ainsi que des journalistes et des syndicalistes étaient présents. Le froid n'était pas de la partie... On notait aussi la présence de François Salvaing, ancien lauréat du Prix du Livre Inter, et de Valérie de Saint-Do dont les romans paraîtront dans les prochains mois chez Arcane 17, une maison animée par Marie-Pierre Vieu et Gérard Briant

contrôler et déresponsabiliser. Il cadre et recadre. La liberté y est très surveillée. Les entreprises, grâce au contrat de sujétion, sont d'ailleurs organisées sur l'impossibilité de décider ce qu'on fait d'elles et du travail. Le travail de l'écrivain justement rompt ce lien de sujétion. Il s'agit dans les deux cas d'activités humaines exigeantes. Mais alors que le travail salarié, dans lequel on peut parfois trouver une certaine satisfaction, est contraint, celui d'écrivain est libre. Le livre plaide aussi pour que le travail salarié devienne libre, débattu et consenti. Il est donc disruptif.

#### **C'est soulever une montagne, non ?**

Sûrement. « *Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent.* » nous enseignait Victor Hugo. Mais lutter ne suffit pas. L'un des obstacles est que le rapport gouvernants-gouvernés, qui mine la société, trouve aussi des racines profondes dans le rapport patrons-salariés. Il nous faut arriver à produire un autre référentiel mental. Pour imaginer par exemple des entreprises post-capitalistes, débranchées des logiques actionnariales et boursières.

#### **Inégalités et injustices de classe forment une sorte de toile de fond du livre...**

Inégalités non. Injustice oui. "L'injustice" est d'ailleurs le fil rouge de la première partie. Parler injustice invite à s'attaquer aux causes, et non à corriger les marges. L'injustice peut être de classe, au sens de celle d'un dominant économique sur un

dominé. Le livre y fait écho. Mais l'injustice n'est pas qu'économique. Elle peut être également le produit d'un être sur un autre, fussent-ils dominés. Le livre soulève ces formes d'injustice, dont nous pouvons être nous-mêmes porteurs.

#### **Écrire, c'est résister ?**

Oui, je crois. Et, dans la lutte du pot de terre contre le pot de fer capitaliste, une façon d'inventer autre chose, d'être plus habile que le système aussi. Résister, ce n'est pas seulement dire non, c'est aussi créer quelque chose ailleurs, parler d'un autre endroit, sans subordination d'aucune sorte. C'est ce que j'ai fait. Cet acte est aussi collectif : l'auteur, la maquettiste, l'imprimeur, l'éditeur, le diffuseur, les ami-e-s... tous comptent. Il est important d'avoir un éditeur comme Arcane 17, à qui il faut souhaiter un bel avenir.

#### **Un dernier message aux lecteurs de *Cerises* ?**

Un livre, c'est aussi le choix des mots et du lien des lecteurs avec les mots. Un style. Une bataille. Un voyage. Un compagnon. Eh bien, j'espère que ce polar rouge sera leur compagnon de voyage.

● Propos recueillis par **Cerises**

**C'est l'avantage  
du polar : on peut tuer  
sans risques, en toute  
impunité. C'est pratique.  
J'avoue même que cela  
procure un certain plaisir.**

## Face à la guerre sociale déclarée par Macron, dépasser la césure entre social et politique

Alors que le PDG de la France multiplie les attaques contre les droits sociaux, les forces politiques et le syndicalisme de transformation sociale ont à s'interroger sur leurs apports et leurs interactions. Table ronde.



**Christian Mahieux**, co-fondateur du syndicat Sud-Rail en 1996, membre de la direction nationale de Solidaires jusqu'en 2017.



**Pierre Zarka**, co-animateur de l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS). Il a été directeur de *L'Humanité*.



**Olivier Maillard**, représentant CGT à l'Inspection du travail et membre du secrétariat départemental CGT de la Saône et Loire.



**Jean-Marc Cléry**, représentant de la FSU Bretagne au Conseil économique, social et environnemental (CESER).

**La césure entre social et politique entraîne une division des tâches qui apparaît d'une telle évidence qu'elle est rarement remise en question. Qu'en pensez-vous ?**

**Christian Mahieux** : C'est une fausse évidence largement partagée mais qui n'est pas unanime. Les courants qui se revendiquent du syndicalisme révolutionnaire ont une position autre. Le syndicalisme est politique, son champ d'action englobe tant la défense des revendications dans le cadre de la société actuelle, que l'action pour une transformation radicale de celle-ci. Par action, j'entends là des choses aussi différentes et complémentaires que la formation et l'information, une campagne dans la durée et une grève, l'organisation collective et le soutien aux auto-organisations... L'oppression lié au système capitaliste, l'oppression économique issue des rapports de production et du droit de propriété, est commune à toutes celles et tous ceux "d'en bas". C'est là que se joue l'affrontement de classes : si ça, ce n'est pas politique ! Ca n'empêche pas, bien entendu, de considérer qu'il y a bien d'autres formes d'oppressions, qu'il ne s'agit d'ailleurs pas de hiérarchi-

ser, ni entre elles, ni vis-à-vis de l'oppression économique. Les luttes contre les oppressions, et pour l'égalité, la liberté, etc., font de la politique. La notion d' "organisation syndicale et populaire" me paraît pertinente : la lutte contre le patronat, contre la hiérarchie, pour un travail différent, etc., mais aussi les luttes des femmes, des personnes racisées, des LGBT, des sans-logis.

**Pierre Zarka** : Cette réalité réduit le mouvement social à faire la liste des récriminations et à la déposer au guichet des politiques leur laissant la liberté d'en tenir compte ou pas. Elle reproduit le rapport actuel de dépendance vis-à-vis de tout pouvoir. Aucun des grands acquis n'a été obtenu ainsi. Le Front populaire, le programme du CNR étaient-ils des mouvements syndicaux ou politiques ? Posée ainsi, la question n'a aucun sens. C'est la multiplicité des chemins d'accès au même but qui a permis à différents exploités de se retrouver. Le bilan des 35 dernières années, montre que la dissociation luttes sociales et programmes électoraux n'empêchent pas le capital d'agir. Si on se met à la place des intéressés - je parle des gens -, on les met dans une situation schizophrénique :



Montage André Jeff sur phototheque.org

tantôt syndicalistes, tantôt électeurs d'un jour, mais jamais fondateurs de politique. En fait cette question renvoie d'abord au rôle de chaque personne.

**Olivier Mailland** : Autant l'héritage historique des liens entre syndicats et partis politiques que l'actualité marquée par un rejet fort des partis politiques, provoquent dans le mouvement syndical une véritable défiance et un refus de la part de militants syndicaux "d'aller sur le terrain politique". Au sein de la CGT par exemple, combien de commissions exécutives ou d'AG de syndicats où on peut entendre "on fait du syndicalisme, pas de la politique". Combien de fois la Charte d'Amiens est évoquée pour ne pas aller trop loin dans la réflexion d'une revendication, d'une prise de parole syndicale, etc.

Pourtant le syndicalisme est éminemment politique. Lorsqu'on s'oppose à une loi, lorsqu'on revendique les 32 heures ou la sécurité sociale professionnelle et le Nouveau Statut du Travailleur Salarié (NSTS), lorsqu'on s'affronte au pouvoir d'un patron en se battant dans une entreprise pour les salaires, pour l'emploi ou pour une organisation du temps de travail, on fait de la politique.

Si on prend le préambule des statuts de la CGT, on trouvera par exemple la volonté de « transformer la société et le monde », de « contribuer à changer la condition humaine » ou encore de se battre pour une « société libérée de l'exploitation capitaliste et des autres

formes d'exploitation et de domination ». Le préambule des statuts de la CGT démontre que le syndicalisme est éminemment politique. Sur le papier, il n'y a donc aucune césure entre syndicalisme et politique, bien au contraire.

Quant à la Charte d'Amiens qui est régulièrement évoquée, il faut là aussi relire le texte et la comprendre dans le contexte de son adoption. Cette Charte (1906) avait pour vocation d'émanciper le mouvement syndical des partis politiques engoncés dans le parlementarisme pour mieux combattre « l'exploitation capita-

**« Le syndicalisme (révolutionnaire) est politique, son champ d'action englobe tant la défense des revendications dans le cadre de la société actuelle, que l'action pour une transformation radicale de celle-ci. »**

**Chr. Mahieux**

liste » et empêcher l'introduction dans le syndicat des opinions politiques professées en dehors. Elle déclare l'indépendance du mouvement syndical qui n'a pas « à se préoccuper des partis » pour être libre de mener la lutte « pour la disparition du salariat et du patronat » ou pour « l'expropriation capitaliste ».

La charte d'Amiens souvent rappelée au sein du mouvement syndical est en réalité révolutionnaire puisqu'elle a pour vocation de mener le mouvement syndical et les travailleurs dans des combats politiques transformateurs indépendamment des partis.

**Jean-Marc Cléry** : J'ai des doutes sur la réalité de cette césure. On aura du mal à trouver des exemples de luttes syndicales qui ne se réfèrent pas à un projet de société – comment ne pas appeler cela du *politique* ? Depuis les années 80, l'arc politique ne cessant de se resserrer entre les libéraux de la droite et du centre et la "gauche de gouvernement" rendant toujours moins discernable leur alternance au pouvoir, les organisations syndicales porteuses d'un projet de transformation sociale sont passées de fait au premier plan pour incarner le contre-projet politique. L'exemple récent de la lutte contre la loi El Khomri est clair à cet égard - la parole populaire était-elle syndicale ? était-elle politique ?

Les grandes mobilisations de 95, d'une certaine façon fondatrices de la FSU comme de Solidaires, ont été le révélateur de cette portée éminemment politique de nos luttes. Ce qui n'a d'ailleurs pas échappé au "camp d'en face", celui des médias dominants et des "modernisateurs" auto-proclamés : ils ont fort bien identifié notre syndicalisme de transformation sociale comme l'adversaire politique principal.

**Quelle(s) conséquence(s) pour les organisations syndicales et pour les partis politiques ?**

**J.-M. Cléry** : Je ne suis pas convaincu par l'impouvoir politique du syndicalisme ; et quand bien même, cela n'a rien d'inéluctable. Regardons comment le syndicalisme prétendument apolitique de IG Metal investit le temps de travail, cela au moment où une enième coalition SPD/CDU risque de stériliser le débat sur la politique économique et sociale de l'Allemagne. En Grande-Bretagne avec Jeremy Corbyn on voit revivre le lien entre le *Labor* et le mouvement social et syndical.



Montage André Jeff sur phototheque.org

Mais le syndicalisme s'inscrit d'abord dans un quotidien qui part de l'activité des travailleurs que nous sommes, là où nous sommes. S'il est bien sûr nécessaire d'articuler ce militantisme du quotidien (avec ses résultats souvent ténus) à des problématiques et à des luttes plus globales, il faut cependant faire attention à ce que des montées en généralité ne viennent pas "couvrir" la parole des travailleurs ou percuter ce qu'ils ont décidé.

Être syndicaliste repose sur le fait que les intérêts matériels et moraux des travailleurs ont à se faire entendre quels que soient les gouvernements ou les formes prises par l'État. Même si l'interlocuteur en face n'est pas celui qu'on a choisi, c'est bien avec lui qu'il faudra compter. Et lui devra compter avec nous ! Dans la Fonction publique, l'action syndicale contribue à maintenir la continuité de l'action de l'État dans ses missions, en opposant aux volontés de chamboulement des "décideurs" le réel de l'activité des personnels et les besoins des citoyens.

**Chr. Mahieux** : La répartition des rôles qui veut que le parti s'occupe de politique et le syndicalisme du social est une impasse. Alors que les syndicats sont, ou du moins devraient être, l'outil d'organisation autonome de la classe ouvrière (ce qui n'est pas rien !), elle les cantonne dans une fonction mineure, leur nie la capacité d'agir pour changer la société. À l'inverse, elle pousse les organisations politiques à considérer que cette tâche

est leur exclusivité et donc qu'elle est déconnectée des mouvements sociaux ; ceux-ci étant là, seulement pour les aider mais n'ayant pas la capacité propre de le faire. En quelque sorte, le syndicat est considéré mineur, l'organisation politique majeure.

**P. Zarka** : Le parti est conçu pour la prise du pouvoir d'État au profit des intéressés mais à leur place. Ceux-ci sont alors réduits à un rôle de soutien. Même quand ils disent s'ouvrir, les partis font de la pédagogie auprès des ignorants. Nous sommes citoyens le temps passé dans un

**« Le syndicalisme est éminemment politique. Lorsqu'on s'oppose à une loi, lorsqu'on revendique les 32 heures ou la sécurité sociale professionnelle et le Nouveau Statut du Travailleur Salarié (NSTS), lorsqu'on s'affronte au pouvoir d'un patron (...), on fait de la politique. »**

**O. Mailland**

isoloir pour désigner à qui obéir ensuite. En politique tout autre moment reconnu renvoie à des libertés individuelles mais pas à l'action collective. Cette conception réductrice de l'accès à la politique doit beaucoup à la bourgeoisie : de Thermidor à Thiers massacreur de la Commune.

La politique, ce ne devrait pas être de choisir *derrière qui se situer* mais de participer à définir la cause des problèmes et les solutions. Cela doit devenir un acte courant, accessible au commun des

mortels, ce qui ne remet nullement en cause l'indépendance des uns et des autres. Des personnes regroupées autour de convictions peuvent apporter des questionnements, suggestions et initiatives pour favoriser cet exercice. Mais ces militants ne sont en aucun cas des profs guidant des ignorants. Toute pratique peut produire de la réflexion pourvu qu'elle soit sollicitée. Cela ne veut pas dire que toute idée est bonne mais c'est de la confrontation sur un pied d'égalité devant l'élaboration et la conduite de l'action que peuvent découler des avancées.

**O. Mailland** : La conséquence de cette "division des tâches" entre social et politique est que les travailleurs et leurs représentants délèguent aux partis politiques le soin de s'occuper à leur place de la transformation de la société ou du système économique.

Cette division limite aussi les syndicats dans la construction de leurs revendications. Par exemple en ce qui concerne le NSTS et la sécurité sociale professionnelle, la CGT ne va pas jusqu'au bout de sa revendication qui est profondément économique et politique.

On observe également une tendance forte des travailleurs à déléguer la lutte aux syndicalistes et du mouvement syndical à déléguer la transformation de la société aux partis politiques. C'est ainsi que les travailleurs se sont progressivement dépossédés eux-mêmes de leur pouvoir.

**Que devient alors l'objet des luttes ? Est-ce encore de réclamer auprès des pouvoirs ou d'amasser des forces en vue de la prochaine élection ? Ou est-ce déjà d'imposer dans la lutte de nouveaux rapports sociaux ?**

**J.-M. Cléry** : Je suis gêné que l'on oppose ces trois options. Elles ne sont pas antinomiques Bien sûr le mieux serait

que nos luttes débouchent directement sur les orientations politiques et sociales que nous portons ! Mais depuis des années, les luttes ne sont pas gagnantes ou elles débouchent, faute de mieux, sur l'espoir d'une traduction politique : la "gauche plurielle" après la chute du Plan Juppé, ou l'appel à "faire battre Sarkozy" après les défaites qu'il avait infligées au mouvement social. Comment sortir de ça ?

Le syndicalisme doit-il quitter la posture consistant à réclamer auprès des "pouvoirs publics" ? Oui si c'est juste pour tendre la sébile et attraper quelques miettes. Mais réclamer ce peut-être aussi mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités devant l'opinion publique : quand on interpelle Macron sur sa politique en matière d'accueil des migrants, on démasque ses impostures. À Notre-Dame-des-Landes, on a les trois dimensions : des citoyen-ne-s expérimentent des formes d'organisation qui leur donnent du pouvoir sur leurs vies ; un travail militant pour mobiliser l'opinion publique - et la "réclamation" auprès des pouvoirs publics qui finit par aboutir avec la décision de Macron.

Une chose est sûre, nous avons la responsabilité de faire que le syndicalisme ne tombe pas dans la logique de la délégation et qu'il soit bien un instrument donnant directement aux travailleurs du pouvoir de décider et d'agir.

**P. Zarka** : Le processus transformateur ne se limite pas à ce que l'on obtient ; il consiste aussi à en imposer les conditions économiques et sociales. L'expérience dit que l'on n'empêche pas une délocalisation sans investir l'espace du pouvoir de décision. Cela implique qu'un des objets de la lutte est d'arracher le pouvoir nécessaire. Autant en prendre

conscience et revendiquer la concurrence de pouvoirs entre les dominés et le capital. Une efficacité nouvelle implique que de victimes on devienne porteurs du devenir la société. Il s'agit de définir au fur et à mesure ce devenir à partir de ce que l'on veut soi-même être. Dans les faits et dans les têtes. Cela ne fait pas disparaître toutes les élections mais en subvertit profondément le sens : ce sont les mouvements qui pénètrent le champ de l'institué. Les élus sont non plus alors des "représentants" qui bénéficient d'une effarante autonomie mais deviennent des partenaires issus de ces mouvements et liés par un mandat contraignant.

**« Tout mouvement a besoin de s'inscrire dans un "horizon d'attente" qui donne corps aux critiques de l'existant, aux espoirs et aux affects. » J.-M. Cléry**

**Chr. Mahieux** : Cette vision des rapports syndicats/partis induit qu'il faut le fameux "débouché politique" aux luttes. Un débouché qui est donc conçu comme extérieur aux mouvements sociaux (dont le syndicalisme est une des composantes, pas la seule) qui font ces luttes. À cela, on peut opposer que le meilleur débouché politique aux luttes est qu'elles soient gagnantes ! En elles-mêmes, elles portent une dynamique de remises en cause, partielles ou globales selon les périodes, voire de rupture avec le système. Mais cela suppose de convenir que la question du pouvoir ne doit pas se résumer à gagner les élections organisées dans l'actuel cadre institutionnel...

Des contre-pouvoirs sont à renforcer, à créer, à étendre ; en commençant par le lieu d'exploitation qu'est l'entreprise.

**O. Mailland** : Une autre conséquence de cette "division des tâches" entre social et politique, est que le mouvement syndical s'auto-restreint à des actions pour s'opposer aux projets de lois sans mener de luttes uniquement centrées sur la volonté d'obtenir quelque chose. C'est l'une des principales raisons de toutes les défaites de ces dernières dizaines d'années.

Pour enrayer cette spirale, il est impératif que travailleurs et syndicats réinvestissent le terrain politique. C'est-à-dire qu'ils se réapproprient les sujets politiques pour ne pas les laisser aux seuls partis politiques.

**Qu'y a-t-il comme réflexion en amont de cet échange ? Votre cheminement implique-t-il la dimension autogestionnaire comme un sujet d'actualité ?**

**O. Mailland** : Il est fondamental que les travailleurs, les citoyens se réapproprient le pouvoir qu'ils ont mais dont ils ne servent pas. La construction des luttes, d'une autre société, d'une autre économie, de toute alternative au système actuel doit être réfléchi et menée par les travailleurs et les citoyens eux-mêmes. Le mouvement syndical doit permettre ces réflexions sans limite par rapport à une fictive sphère politique et même les favoriser afin de donner envie de se battre et de rassembler les travailleurs pour mener ces combats. Si on veut véritablement un système autogestionnaire, il faut d'abord commencer par faire en sorte que les réflexions et les luttes aient été réalisées par les travailleurs eux-mêmes. Plutôt que de laisser les partis politiques proposer un programme à choisir à chaque élection, les travailleurs, les



Sur un trottoir de la Goutte d'or à Paris (@ Vincent Gruyer).

citoyens doivent reprendre confiance dans leur capacité à imaginer des solutions, autre chose que le *There is no alternative* imposé par les gouvernants. N'oublions pas le fameux slogan « *Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux* ».

**P. Zarka :** Absolument. Où doit se trouver le centre de l'exercice du pouvoir sinon chez les intéressés eux-mêmes ? On ne peut pas être émancipé en étant "derrière" un bienfaiteur. Toute délégation de pouvoir à un corps spécialisé est un obstacle. Les acteurs du CNR s'étaient substitués à l'État, aux législateurs et dès que les choses sont revenues "à la normale" toute transformation s'est arrêtée, réduisant le rôle des citoyens à celui de consommateurs de services. La mise en extériorité à l'égard de ces services entraîne aujourd'hui leur vulnérabilité. On ne peut pas penser tout et son contraire : se considérer comme principal responsable avec ses semblables de son sort et en appeler aux "pouvoirs publics". L'adversaire de classe défini lui-même ce qu'il lui faut et son application, la lutte est inégale tant que les exploités n'en feront pas autant. De même on conçoit aisément que le travail d'un artisan passe aussi par ses choix sur son entreprise et les salariés, ensemble, n'en seraient pas capables ?

**J.-M. Cléry :** Le mot "autogestion" n'est pas simple. Il a été revendiqué par des

organisations politiques/syndicales déterminées dans un contexte déterminé. On peut se sentir en phase avec un idéal d'autogestion si l'on entend que « *l'émancipation complète des travailleurs* » ne peut pas exister si ceux-ci ne se donnent pas les moyens d'agir par

**« Le processus transformateur ne se limite pas à ce que l'on obtient ; il consiste aussi à en imposer les conditions économiques et sociales. L'expérience dit que l'on n'empêche pas une délocalisation sans investir l'espace du pouvoir de décision. »**

**P. Zarka**

eux-mêmes, pour eux-mêmes ; l'organisation syndicale étant l'instrument pour y parvenir et permettant déjà d'expérimenter cette émancipation. Mais si l'on entend l'autogestion comme une forme d'organisation des rapports de production et des rapports sociaux, je pense qu'il faudrait plus que cette table-ronde pour en débattre !

Tout mouvement a besoin de s'inscrire dans un "horizon d'attente" qui donne corps aux critiques de l'existant, aux espoirs et aux affects. Lors de notre colloque consacré aux alternatives pouvant donner des perspectives à notre syndicalisme, nous avons repris le triptyque de Louis Althusser en 1980 sur la RAI. Il parlait des mérites respectifs des concepts d'auto-gestion, d'autodétermination et de communisme. Au-delà de sa préférence pour le terme de "communisme", je retiens la façon dont il le définissait : « *un mode de production où il n'y a ni rapport économique d'exploitation, ni rapport politique de domination, ni rapport idéologique d'intimidation* ». Nous pouvons tomber d'accord là-dessus tous les quatre.

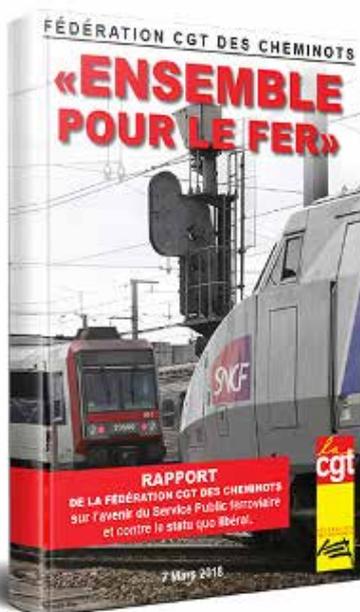
**Chr. Mahieux :** Dimension d'actualité et centrale ! Il est nécessaire de relancer la réflexion et le travail sur ce sujet. Des choses se font mais limitées à des cercles trop restreints. Au sein du mouvement syndical, il faut que cela redevienne une priorité ; en lien avec les expériences menées par divers collectifs (un peu partout sur la planète), au sein des collectifs militants de base, en travaillant les aspects théoriques et aussi pratiques : dans telle entreprise, tel secteur d'activité, comment ça pourrait marcher, quels liens avec le reste de la société ... Il s'agit de donner vie au concept, non pour faire croire que "l'autogestion" (qui est un système global, et pas seulement une somme de coopératives) est possible dans le cadre capitaliste, mais pour en faire une perspective qui donne envie et est crédible.

# Je suis cheminot-e

Menant ses réformes au pas de charge, Macron s'en prend à la SNCF. Après une première pseudo-consultation, le Premier ministre annonce qu'il aura recours aux ordonnances pour valider la réforme dont les contenus dont les grandes lignes sont connues : remise en question du statut des cheminots, ouverture du transport des voyageurs à la concurrence, transformation de la SNCF en société anonyme, fermetures de lignes, désengagement de l'État...

Aller vite pour empêcher toute mobilisation, c'est la stratégie du choc. Mais le gouvernement Macron pourrait bien cette fois tomber sur un os. L'unité syndicale s'est reconstruite. La CGT et Sud Rail ont bien l'intention d'en découdre. Les voilà d'ailleurs accusés de vouloir bloquer le pays.

L'artillerie lourde est de sortie : le rapport Spinetta dresse un bilan catastrophique de l'entreprise, le transport ferroviaire coûterait plus de 200 euros par an à tous les Français qu'ils prennent ou non le train (d'autres chiffres ont circulé !), tous les grands éditeurs de Calvi à Pujadas en passant par Toussaint (voir *Télérama*) renchérissent et approuvent l'esprit réformateur du Président de la République, un sondage affirme que les Français veulent en finir avec le statut des cheminots !



À télécharger [ici](#).

Les difficultés du service public ferroviaire et le démantèlement de la SNCF ne datent pas d'hier. Pendant 20 ans les législations européennes et les "paquets ferroviaires" se sont succédés. Directement inspirés de la logique de concurrence libre et non faussée, ils ont imposé la séparation entre les gestionnaires d'infrastructures et les entreprises ferroviaires. C'est ce qui a facilité la mise en concurrence du fret ferroviaire, c'est ce qui devrait faciliter la mise en concurrence des entreprises de transport de voyageurs si on ne stoppe pas les projets gouvernementaux. Les mêmes logiques sont à l'œuvre dans le domaine des télécommunications ou de l'énergie. Les grandes entreprises publiques sont scindées, une part importante de leur activité est confiée à une multitude de filiales dont les

salariés ont des statuts moins favorables que celui de la maison mère, les filiales sont mises en concurrence, la logique d'accumulation des profits prend le pas sur la logique d'égalité d'accès sur l'ensemble du territoire, d'égalité de tarif, et la qualité du service et la sécurité sont remises en cause. Pour le fret ferroviaire, le bilan est catastrophique puisque sa part a diminué au profit du transport routier.

Cloisonner les services, supprimer les effectifs, développer la sous-traitance, c'est contradictoire avec une bonne organisation du travail. Il faut revenir à un grand service public national, où cheminots et usagers devront peser sur les décisions stratégiques, et promouvoir des relations de coopération entre les entreprises ferroviaires européennes. Pour le développer, l'investissement public est nécessaire, comme pour les routes, ou les transports urbains où le prix du billet ne représente qu'une part souvent très réduite du financement, quand elle ne représente rien dans les villes qui ont choisi la gratuité. Parler de dette du service public ferroviaire est insensé. Tout le monde ne prend pas le bus, et tout le monde ne prend pas le train, mais l'enjeu, c'est que de plus en plus de voyageurs prennent les transports collectifs, l'avenir de la planète en dépend.

Enfin, défendre le statut des cheminots, ce n'est pas défendre le privilège de quelques-uns contre tous, c'est défendre un droit à pension similaire à celui des fonctionnaires. Si l'on ne veut pas que les digues s'effondrent les unes après les autres, mieux vaut être solidaires des cheminots et revendiquer les mêmes droits à pension pour toutes et tous, y compris pour les agriculteurs!

Je suis cheminot-e, mais aussi infirmier-e, enseignant-e, postier-e, électricien-ne, étudiant-e, caissier-ère, mécanicien-ne, chercheur-se ...

● Sylvie Larue



## Mir vaisselle et les secrets du monde



**C**omme beaucoup d'autres sans doute, il nous arrive de faire la vaisselle à la main et de devoir acheter du produit vaisselle.

Le dernier flacon dont nous avons fait l'acquisition attendait sagement dans son rayon qu'une main le prît pour le jeter dans le caddie. Dans son contenu, ce flacon était sans doute semblable à des millions d'autres. Il contenait ce qu'il faut de détergent super-dégraissant, de benzisothiazoline, d'agents de surface amphotères, de parfums et de colorants de synthèse pour être suffisamment efficace et à la fois nocif si vous l'ingérez ou s'il entre en contact avec vos yeux. Mais il avait été conçu pour jouer son rôle de bon petit fantassin dans la guerre commerciale qui sévit quotidiennement aux quatre coins de la planète. Il avait pour cela la tenue adaptée. Au premier regard, il a su nous conquérir. Ses armes discrètes tenaient à sa couleur d'un beau rose transparent, son nom : "Secrets du monde", son parfum au "cerisier impérial et à la fleur de Lotus", et sa mention "Japon" (où il n'a pourtant certainement jamais mis les pieds). Cela suffit à vous télé-transposer dans un champ de cerisiers en fleurs du côté de Kyoto, au début du printemps, alors qu'ici l'hiver connaît ses derniers frissons.

On pense tout de suite aux vers de Kobayashi Issa :

*« Premier matin de printemps  
même mon ombre  
est en excellente santé. »*

Ce flacon est à sa façon une forme de *haïku* en plastique et consommable...

Cette banale expérience d'achat montre que le capitalisme a besoin de poésie pour nous vendre les produits dont nous avons besoin. Nous fourguant ses marchandises, il nous vend aussi une infime dose de rêve. Le rêve du monde. Pareil quand vous achetez du café ou du thé... ou tout autre produit.

Roland Barthes avait déjà analysé cela à propos de la DS Citroën ou du savon Cadum dans les années soixante au moment où apparaissait vraiment la "société de consommation". La publicité nous vend l'image du monde idéal que l'on rêve d'habiter. Ou qu'il faut que nous rêvions d'habiter. Bienvenue dans le monde de la marchandise !

Aujourd'hui le moindre vêtement pour enfant ou pour adulte vous livre ainsi clefs en main le rêve américain. Comme la plupart des marchandises qui peuvent, simplement par leur nom, donner le sentiment que nous appartenons un peu (modestement... dans les marges de l'empire) à cette grande nation qui paraît encore dominer le monde... Presqu'impossible par exemple de trouver un paillason à poser devant la porte de votre appartement HLM sans que soit écrit dessus, en grandes lettres, *Welcome* !

Pour être exact, la publicité ne spéculé pas que sur le désir de voyage, l'évasion, le rêve.

L'une des tendances les plus "tendances" d'aujourd'hui est celle qui consiste aussi à miser sur l'émotion. (Mais l'émotion est aussi l'un des principaux attributs de la poésie). Ainsi, un des géants américains de l'alimentation, Gerber, a décidé de prendre comme égérie de ses campagnes, pendant un an, un bébé d'un an, porteur de la trisomie 21.

Plusieurs marques anglaises, comme Mark and Spencer, ou les vêtements de prêt-à-porter River Island, avaient déjà joué cette carte.

Aux USA, la chaîne de supermarchés Target (qui porte bien son nom : la Cible) avaient aussi utilisé des enfants handicapés pour son catalogue.

Il y a quelques années, le comédien trisomique belge, Pascal Duquenne, avait tourné un clip pour une société de radio-téléphonie.

Et en France, c'est la Caisse d'Épargne qui a eu recours aux services de Sarah, une jeune actrice trisomique anglaise qui vit dans la banlieue de Londres, pour sa récente campagne. Interrogés, les responsables de la banque ont confirmé que cela s'était révélé très profitable. Non seulement auprès de la clientèle handicapée, mais envers l'ensemble du public car l'image d'utilité sociale de la banque en a été confortée. (Alors qu'en fait, même les allocations handicapées intéressent les banquiers !...)

En accompagnant l'évolution de la société sur ce sujet, ces entreprises contribueraient à faire évoluer le "regard"... Car tout serait en définitive une affaire de regard. Et tout le monde y trouverait son compte. Un animateur d'association s'en réjouit, déclarant « *qu'importe la sensiblerie et qu'ils fassent cela pour vendre, l'important, c'est la visibilité* »... (On connaît l'adage des publicitaires : "l'important, c'est qu'on en parle !")

La publicité serait ainsi le miroir magique dans lequel notre société pourrait se regarder tous les soirs et s'y trouver plus belle. (Le miroir magique de la méchante reine, dans Blanche Neige...)

On nous dira que toute société tient à la fois parce qu'elle pourvoit aux besoins essentiels de reproduction de la vie, et parce qu'elle fournit du rêve.

En compensation des misères de l'existence, les religions vendaient (et vendent toujours) le rêve de la vie éternelle et bienheureuse, par-delà la mort.

Le communisme, de son côté, pour des millions d'hommes et de femmes, a été le rêve des lendemains qui chantent, de l'avenir radieux qui justifiait les sacrifices de la lutte et de l'édification du socialisme...

Le néo-capitalisme, lui, nous vend non le rêve du futur plus ou moins lointain mais celui du présent immédiat. Un monde où tout le monde serait non seulement égal en droits et libre (de ses choix), mais aussi solidaire et éco-responsable. C'est le monde enchanté de la publicité.

Alors que dans la vie réelle, il en va autrement... Dans le monde réel, la solidarité ne vaut que pour les retraités qui doivent payer

la CSG, ou pour les salariés qui doivent accepter des sacrifices afin de conserver leur boulot (avec l'espoir parfois de toucher une prime et de se tenir pour heureux de ne pas faire partie des charrettes, comme à Citroën). Dans le monde réel, les parents d'enfants handicapés ont bien du mal à trouver des aides... Dans le monde réel, l'industrie et la grande consommation si soucieuses de la planète l'empoisonnent par leurs déjections de plastique et leurs immenses gâchis. Cependant qu'elles ruinent les petits producteurs. Et dans le monde réel, la finance asphyxie les pays... Quant à la "Banque citoyenne", elle se distingue par le peu de mansuétude dont elle fait preuve envers ses clients modestes quand ils sont dans le rouge...

**Le rêve n'est pas à réinventer... Le "secret du monde" est là, déjà présent, dans cette aspiration diffuse à une vie plus juste et plus solidaire. La question est de savoir comment y parvenir...**

Est-il utile de dénoncer la publicité ? Sans doute serait-ce insuffisant... D'autant que ce qui s'exprime, à travers le miroir déformé et déformant de la pub, ce n'est rien d'autre que le rêve actuel du monde. Celui d'un monde plus juste, plus équilibré, plus économe des ressources de la planète.

Les publicitaires ont toujours eu le sens de ce qui était dans l'air du temps. Il y a quelques années, ils n'hésitaient pas à utiliser le mot "révolution"... Aujourd'hui, cela paraît passé de mode, mais cela peut revenir.

Aujourd'hui, le lit de Procuste qu'est devenue, pour les peuples, l'Europe de la technocratie et de la finance a réussi à ressusciter les vieux fantômes du nationalisme, du fascisme et du repli sur soi. Comme dans les années trente.

Face à cela, la gauche ne fait plus rêver. L'ancienne promesse d'un avenir meilleur s'est perdue dans les sables de la course avec le capitalisme, de la gestion du pouvoir et, même dans l'opposition, de l'intégration aux institutions et à la vie politique...

Il n'y aurait pourtant pas à chercher loin pour renouer avec le souffle d'une politique capable de faire rêver. Le rêve n'est pas à réinventer... Le "secret du monde" est là, déjà présent, dans cette aspiration diffuse à une vie plus juste et plus solidaire. La question est de savoir comment y parvenir... De quoi méditer, pour les formations politiques de gauche.

● **Francis Combes et Patricia Latour**

